

*Initiatives ministérielles*

• (1200)

Cette fin de semaine, pour aller à la source, je vais visiter Sutherland House, un refuge pour femmes. Fait assez singulier, ce sont les collectivités compatissantes qui créent de tels refuges. Les femmes essaient de s'entraider en venant en aide aux victimes, à leurs familles et à leurs enfants. Que nous voulions ou non l'admettre, la plupart des victimes qui s'adressent à ces refuges sont des femmes ou des enfants qui ont dû quitter leur maison, leur salon, leur lit pour trouver refuge ailleurs.

Ces refuges offrent un service d'écoute téléphonique 24 heures sur 24. Apparemment, ce n'est pas suffisant. J'ai visité d'autres refuges dans des localités comme Hay River. Les gens ont tous leurs propres histoires à raconter. Mais l'essentiel est que nous devons poursuivre notre action. Nous devons arrêter d'isoler les gens, de les blâmer ou de les montrer du doigt. Nous devons nous donner la main et travailler ensemble. Si nous ne pouvons empêcher les gens de commettre des actes de violence, nous pouvons prendre des mesures pour aider les personnes prises dans l'engrenage d'une relation malsaine à faire ce qu'il faut pour s'en sortir, à se prendre en mains pour se donner une vie meilleure, un avenir meilleur.

Trente-neuf pour cent des femmes victimes de violence familiale rapportent que leurs enfants ont vu leur mari les maltraiter. C'est intéressant parce que les femmes qui travaillent dans les refuges de ma circonscription estiment que dans les T.N.-O, une femme sur quatre au moins a été maltraitée par son partenaire. Au Canada, c'est dans les T.N.-O que le taux d'agressions sexuelles signalées est le plus élevé. En 1988 et 1989, 54 p. 100 des agressions sexuelles signalées concernaient des filles âgées de 7 à 18 ans.

Au Canada, en moyenne, les femmes sont agressées 35 fois avant que la police ne soit appelée à intervenir. Une femme sur trois sera agressée sexuellement chez elle par un homme à un moment de sa vie. Au Canada toujours, 29 p. 100 de toutes les femmes qui ont été mariées ou ont vécu maritalement avec un homme ont connu la violence physique ou sexuelle. Au Canada, 90 p. 100 des victimes d'agression sexuelle ne le déclarent pas à la police.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, selon le recensement de 1991, il y avait 27 595 femmes, et 47,4 p. 100 de la population avait plus de 15 ans. Chez les autochtones, 40 p. 100 estimaient que la violence familiale était un grave problème dans leur collectivité. Selon l'Institut canadien de la santé infantile, les Indiens des réserves et les Inuit mentionnaient cette forme de violence plus souvent que les Indiens en dehors des réserves et les Métis. Il va sans dire que nous avons un réel problème et que nous devons réellement travailler à réaliser nos engagements.

Nous devons nous souvenir que, homme ou femme, nous avons une responsabilité vis-à-vis de nos enfants, de notre société et de nous-même. Nous avons une responsabilité personnelle face à ce que nous voulons voir réaliser. Nous voulons des résultats. Nous avons une responsabilité face à notre collectivité et à notre pays. En nous rappelant la tragédie de ces 14 femmes, nous pourrions construire quelque chose de positif.

[Français]

**M. Jean-Guy Chrétien (Frontenac, BQ):** Madame la Présidente, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt ma collègue, secrétaire d'État à la formation et à la jeunesse, et mon ami, mon collègue de Chambly, qui est assis derrière me disait: Parfois, on dirait qu'au parti ministériel, la main droite ignore ce que la main gauche fait.

La violence faite aux femmes ne s'arrêtera jamais tant et aussi longtemps qu'on ne parviendra pas à une égalité complète et totale. Et il faudra que le gouvernement canadien commence par donner l'exemple. Lorsqu'on parle d'égalité complète et totale, cela commence bien sûr au berceau, à l'école, à la garderie, au cégep, à l'université, pour aboutir finalement au travail.

• (1205)

Lorsque le gouvernement ici présent pourra dire: «Je paie mon personnel indépendamment du sexe au même salaire», on dira merci. Ce sera un pas dans la bonne voie, lorsque nos enfants auront toute la sécurité, partout, partout!

Par exemple dans ma région, à Sherbrooke, il y a eu trois viols en l'espace de six semaines. Ma fille qui étudie au cégep, en technique policière, a été se promener dans le quartier vulnérable avec une amie. Elles se sont fait interpeller par la police: «Ne vous promenez pas dans ce quartier.» «Pourquoi?» «Vous êtes des jeunes filles, vous paraissez bien, vous risquez de vous faire violer.»

Voyez-vous, parce que c'étaient des jeunes filles, elles n'avaient pas le droit de se promener sur le trottoir dans un quartier de la ville. C'est ça l'égalité.

Une autre jeune fille me racontait qu'elle se promenait, elle aussi, elle était seule, il est vrai, et elle s'est fait harceler par deux personnes, dans une automobile. Elle a eu le temps de prendre le numéro de la plaque minéralogique. Quelques secondes plus tard un policier passe, elle lui fait signe et lui transmet le message. Il lui a dit: «Tu n'as pas à te promener ici, c'est un mauvais quartier. Tu es dans un quartier de prostitution, va te promener ailleurs.» C'est ça la liberté qu'on offre à nos femmes, à nos jeunes filles.

La secrétaire d'État à la Formation et à la Jeunesse disait qu'elle avait élevé trois jeunes enfants. Moi aussi j'ai trois enfants, dont deux filles. Je ne serais pas fier si mes deux filles n'avaient pas l'égalité de se trouver un emploi aussi intéressant que mon fils. Je ne serais pas fier du gouvernement qui dirigerait mon pays, que ce soit le Québec ou le Canada, où l'égalité ne serait pas à portée de main pour mes enfants.

Quand mon collègue de Chambly parlait tout à l'heure de double langage, il me rappelait l'affaire Thibaudeau qui est tristement devenue très célèbre. Qui pousse en Cour suprême le dossier de M<sup>me</sup> Thibaudeau? Le gouvernement assis en face de nous.

La réforme Axworthy va surtout frapper de plein fouet les conjoints, parce qu'on tiendra compte dorénavant du salaire familial, du salaire du couple. Double langage. J'ai hâte de voir un gouvernement qui ne parlera pas des deux côtés de la bouche, un gouvernement qui agira, à qui il ne faudra pas des décennies avant d'accoucher d'une politique.